2010, l’année des inondations

Par JFB le mar 17/05/2011 - 12:41

Cette année-là, le Danube atteignit un pic de 8,20m. De son côté, la rivière Tisza dépassa son plus haut niveau jamais enregistré, débordant jusqu’à Szeged et à la frontière Serbe.

Affectés par la nature qui s’acharnait sur eux, dans l’eau jusqu’aux genoux, les villageois erraient dans les ruelles, dans leurs jardins engloutis par l’eau, armés de bottes en caoutchouc, poussant l’eau de leurs pieds à chaque pas lourd. Impuissants face à cette catastrophe naturelle et humaine, ils s’en remettaient à celui qui les aiderait. „Est-ce la nature qui nous teste et qui nous défie?” lançait calmement une villageoise n’ayant jamais imaginé quitter sa maison.

Et la pluie continue !!!!

C’était en 2010, une année ancrée dans tous les esprits. Certains ont répondu en agissant, d’autres avec le coeur, aux appels de ces petits villages engloutis. En une seule semaine, dans le nord du pays, 4 000 personnes furent évacuées, et 19 départements du pays déclarés en état d’urgence. En mai, il est tombé entre 220 et 270 millimètres de pluie par m2, soit autant que lors de toute une année.

Tout s’écroule.

La solidarité et l’action trop lente des autorités furent insuffisantes. Le danger s’accentuait à chaque rupture de digue, comme sur la rivière Kôrös, à 150 Km au sud-est de la capitale. „Même ceux qui pensaient être hors danger devront quitter leur maison” déclarait István Tokár, responsable local de la protection civile. Ce qui ne s’était pas encore effondré, s’écroulait tout doucement sous les yeux des propriétaires. De nombreuses personnes préférèrent signer une décharge plutôt que de respecter un premier ordre d’évacuation donné à la suite de l’apparition de

brèches. Au fil des jours, le danger persiste mais la situation s’améliore progressivement: „1200 soldats avaient participé à la consolidation du colmatage de brèche et des dérogations étaient accordées aux personnes pouvant aider à renforcer les digues”.

L’intervention de l’Union européenne

La situation dépassant ses capacités, le gouvernement lança un appel urgent vers l’UE. Cette dernière activa son mécanisme de protection civile pour faire face à cette catastrophe. L’aide de 2 millions de sacs de sable, demandée le mardi 25 mai, allait trouver échos le mercredi 26 mai auprès de l’UE, et de l’Ukraine qui envoya quelques 600 000 sacs de sable dans la zone la plus sinistrée, celle de Nyíregyháza.

Selon le ministère de l’intérieur, plus de 3 000 maisons ont été endommagées. Le secteur agricole a fait état de pertes à hauteur de 27 milliards de forints (96 millions d’euros). La réfection de routes coûterait 10 milliards de forints (35 millions d’euros). L’UE décida l’octroi d’une aide du Fond de solidarité de 182,4 millions d’euros répartis entre la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie, la Croatie et la Roumanie, pays où les dégâts sont évalués à plus de 5,5 milliards d’euros. La Hongrie a estimé les sinistres subis à hauteur de 720 millions d’euros.

Honorant son accord antérieur avec la Hongrie pour la protection contre les inondations, l’Ukraine mit 535 000 euros à sa disposition.

Mais vu le l’importance des dommages et sachant que le fond de solidarité de l’UE ne dispose pas de ressources suffisantes, le jeudi 17 juin 2010, Pinter Sándor, ministre de l’intérieur hongrois envisageait de redemander de l’aide à l’Union européenne. L’UE déplora pour sa part le retard pris par certains États membres pour présenter leur demande. Elle insista pour que l’aide financière soit utilisée rapidement et efficacement.

Hamid Hammad

-

Catégorie
Agenda Culturel